

# Rapport du Groupe de travail international sur l'Education au numérique - Septembre 2017



## 39<sup>ème</sup> Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée à Hong Kong

---

### Avant-propos :

En tant que modérateur du groupe, je tiens à remercier le secrétariat néo-Zélandais attaché à la Présidence du comité exécutif de la Conférence internationale (ICDPPC) pour le soutien actif qu'il a apporté à la visibilité de notre groupe de travail en Education au numérique, notamment :

- par un espace dédié à nos activités et rapports de groupe **sur le site** de la conférence mondiale, cette indexation des initiatives clés nous permet de communiquer à l'extérieur de nos autorités également.
- **par la publication régulière dans la newsletter** ICDPPC de l'état d'avancement des actions de notre groupe.
- Et en termes d'innovation, par **le lancement du Premier Global Privacy and Data Protection Awards en 2017**, qui a permis de mettre en lumière 46 initiatives créatives de nos autorités dans la catégorie Education à la protection de la vie privée en direction du public, des jeunes et du monde éducatifs.

En 2017, le groupe compte **54 APD membres** représentant 6 grandes zones du monde :

- **Zone Europe : 31**
- **Zone Afrique : 8**
- **Zone Asie-Pacifique : 6**
- **Zone Amérique du Nord : 4**
- **Zone Amérique Latine : 4**
- **Zone Proche /Moyen-Orient :1**

Nous serons heureux d'accueillir d'autres autorités qui souhaiteraient se joindre à nos travaux.

Le présent rapport a pour objet de dresser le bilan des 3 actions principales du plan **2016-2017** du groupe de travail et de proposer une nouvelle feuille de route pour l'année à venir en accord avec nos collègues des autorités [en application des objectifs liés aux résolutions de Varsovie et de Marrakech en Education au numérique].

Cette année, le programme d'action s'articulait principalement autour de la mise en œuvre de la *Résolution de Marrakech* (octobre 2016) portant adoption d'un référentiel international de formation à la protection des données personnelles. Soit deux axes d'actions s'inscrivant dans la continuité

des activités de diffusion et d'enrichissement du référentiel de formation et un troisième axe d'action proposé en lien avec la thématique des pratiques des services éducatifs en ligne.

1. **La déclinaison du référentiel de formation dans les programmes scolaires, via des ressources pédagogiques adaptées et la proposition de parcours de formation pour les personnels éducatifs ;**
2. **L'enrichissement des services et des contenus de la plateforme web CIRCABC avec des supports en éducation au numérique sur la thématique de la protection des données et la mise à disposition de cette base de ressources pédagogiques pour la communauté éducative ;**
3. **Le lancement d'une réflexion commune sur la question du développement et de l'utilisation par l'école des plateformes de e-learning, services en ligne et applications dédiées au monde de l'éducation au regard des enjeux de la protection des données.**

---

**Action 1** : Déclinaison du référentiel de formation dans les programmes scolaires, via des ressources pédagogiques adaptées et la proposition de parcours de formation pour les personnels éducatifs (*présentation PowerPoint en PJ*)

Objectif : Veiller à la bonne coordination et à l'état d'avancement de cet objectif aux niveaux national / régional par les APD

**Le suivi de cette action fait apparaître une forte mobilisation engagée par un grand nombre de nos autorités (27 APD) et notamment, des recherches de partenariats auprès des acteurs éducatifs nationaux pour intégrer dans les programmes scolaires, les compétences clés du référentiel avec des ressources adaptées.**

- Médiatisation du référentiel, prise de contact avec les autorités éducatives et intégration du référentiel dans les programmes scolaires :

La promotion du référentiel a été largement assurée sur les sites des Autorités ainsi que via leurs réseaux sociaux, ou encore par la co-organisation d'événements spécifiques dans les écoles, à l'occasion du Safer Internet Day (février 2017). Nombre de pays ont engagé des contacts avec les ministères concernés<sup>1</sup> (en Education, Innovation, Stratégie numérique) ou encore auprès de leur Parlement national<sup>2</sup> pour organiser l'intégration du référentiel dans les programmes scolaires.

A cet effet, il a été traduit  **dans six nouvelles langues nationales, Albanais, Catalan, Espagnol, Hongrois, Italien et Polonais (en plus du français et de l'anglais).**

---

<sup>1</sup> ALB / CA / CAT/ CH/ CY/ CZ / EE/ FR/ GI/ HU/ IT/ LU/ MLD/ ML/ MU/ MX/ ONT/ PL/ SN/ SP

<sup>2</sup> MX/ SP

La coopération avec les partenaires du secteur éducatif s'est traduite par des projets de réformes qui engloberont la thématique de l'éducation au numérique, par l'engagement d'inventaires et audits des ressources éducatives dans les écoles, par la création de groupes de travail avec le ministère de l'éducation incluant la mise à disposition de moyens (humains et budgétaires) pour financer le travail d'adaptation du référentiel aux programmes par cycle scolaire ou encore par la conception d'outils en ligne pour permettre). de se repérer dans les compétences du référentiel (cf. présentation de cette action par la CNIL

- Retours des partenaires de terrain, promotion de l'utilisation du référentiel dans les pratiques de classes, déclinaison de ressources par compétences et tranches d'âge :

Des retours très positifs des écoles ont été reçus au sujet de l'utilisation du Référentiel de formation dans le contexte de sessions d'animations dédiées aux enfants et aux parents<sup>3</sup>. Des démarches d'audit des ressources éducatives existantes sont conduites afin d'identifier les manques dans les programmes scolaires et développer de nouvelles ressources pédagogiques adaptées<sup>4</sup>.

- Développement de formations initiale et continue pour les enseignants / l'encadrement :

Si le référentiel est considéré comme très utile pour structurer la réflexion des enseignants, un certain nombre de pays envisagent des programmes de sensibilisation plus poussés pour les enseignants, les responsables d'écoles et à l'attention des parents (*ex de nouveaux supports vidéo sur l'acquisition de compétences numériques pour les familles*)<sup>5</sup>. Des séminaires de sensibilisation à destination des directeurs d'école sur la gestion des données à caractère personnel, des contacts avec l'Université pour développer la formation des enseignants, ou avec les Instituts de formation continue de l'Education nationale<sup>6</sup>. Des parcours de formation continue en ligne sont notamment en préparation pour la cible enseignants, cadres et chefs d'établissements<sup>7</sup>.

- Initiatives en devenir :

D'autres APDs ont indiqué ne pas avoir de projets en lien avec le référentiel à ce stade. Mais elles vont examiner comment inscrire ce sujet parmi leurs priorités dans l'avenir, tout en poursuivant leur plan d'actions annuel avec les partenaires scolaires<sup>8</sup>.

---

<sup>3</sup> ALB/ CAT/ CY/ FR/ GI/ GR/ HU/IR/ LU/ MD/ MX/ SN/ SP

<sup>4</sup> LU/ ONT

<sup>5</sup> CZ/ FR/ GI/ SP

<sup>6</sup> FR/ LU/ALB/ MX/ SN

<sup>7</sup> FR/ LU/ SN

<sup>8</sup> BE/ GR/ MK/ MO/ EE

### Points suggéré à suivre en 2017-2018 (Autres grands défis liés) :

→Poursuivre l'échange d'expériences entre APD afin de s'appuyer sur des initiatives réussies et reproductibles d'intégration dans les programmes scolaires de l'apprentissage d'une culture de la protection de la vie privée et des données personnelles à travers le référentiel et autres clé d'entrées essentielles à la diffusion d'une citoyenneté numérique.

A discuter → **selon le degré d'avancement des travaux, envisager l'adoption d'une version enrichie du référentiel, séquencé par tranches d'âge avec, le cas échéant des exemples des ressources adaptées?**

→Echanger sur la production et la mise à disposition auprès des professionnels de l'éducation, de ressources pédagogiques et pratiques pour la classe d'une part et pour se former sur la matière protection des données d'autre part, (par exemple, des parcours de formation en présentiel, en e-learning, ou autres moyens d'apprentissage conçus à l'attention des enseignants, des personnels éducatifs).

### **Action 2 : Enrichissement des services et des contenus de la plateforme web CIRCABC et mise à disposition de cette base de ressources pédagogiques pour la communauté éducative**

Objectif 1: Favoriser le partage de ressources entre APD par l'utilisation de la plateforme CIRCABC

**34 utilisateurs** seulement sont inscrits en tant qu'auteur-contributeur sur la plateforme (soit **26 APDs**).

#### **Actualisation de la librairie en ligne CIRCABC :**

- Enrichissement de près de 50 nouvelles ressources téléchargées en 2017, accompagné d'un travail d'éditorialisation des nouveaux contenus de ressource [réalisé par la CNIL [FR/ EN].
- Ajout d'une rubrique « Guides parents ».
- En fait, très peu d'APD ont procédé à des nouveaux téléchargements durant l'année et sa consultation reste irrégulière (*statistique de fréquentation : 400 vues – de 5 visites à 118 vues par mois en phase active sur la plateforme par nos services CNIL – Juillet 2017*).
- Mise en ligne d'**un plan détaillé du site** (mind map) accessible dès l'ouverture de la base pour améliorer sa lisibilité de navigation et de classement (pour septembre 2017)
- Activation testée d'un **système d'alertes/notifications** en direction des membres inscrits, visant à les informer de toute nouvelle mise en ligne et à créer une émulation (*connexion technique en instance qui pourra être acceptée ou refusée par ses membres destinataires*).

#### **Bilan : 240 ressources accessibles en ligne, indexation multilingue**

- Matériel d'enseignement riche, diversifié et de qualité qui propose *des outils pratiques pour les enseignements scolaires (modules de formation en ligne, questionnaires, articles,*

*documents de travail, exercices, jeux etc.), guides et idées pratiques pour des travaux en classe, poster, affiches, vidéos, BD, fiches thématiques, vademecum élèves/ enseignants, étude 2017 sur les ressources clés des APD, référentiels, guide parents.*

- Potentialité de plus d'une centaine d'autres ressources de qualité repérées, pouvant inclure des séries thématiques pédagogiques, séquencées par tranches d'âge (*sources APD, concours ICDPPC, sites institutionnels nationaux et internationaux*).
- Mais plateforme très peu consultée par les APD.

## **Objectif 2: Examiner l'opportunité de mettre les ressources de CIRCABC à disposition de tous et en particulier de la communauté éducative**

**Cette initiative concernerait tout ou partie de la base de ressources pédagogiques à télécharger sur des sites publics accessibles notamment à la communauté éducative en Europe et au-delà. Il pourrait s'agir par exemple, d'un site international consacré à la protection des données et/ou de portails web mettant déjà à disposition des ressources pédagogiques.**

Ainsi, le portail «Open Education Europa» (OEE) [www.openeducationeuropa.eu](http://www.openeducationeuropa.eu) permet d'accéder à des ressources éducatives libres en Europe et au-delà de l'Europe. Il regroupe une communauté de 20 000 professionnels intéressés par l'apprentissage en ligne.

La CNIL a testé le site et téléchargé **le référentiel de formation**, qui apparaît dès l'ouverture de la page d'accueil, parmi les téléchargements d'actualité récente.

Une catégorie thématique « Digital Privacy education » pourrait être ouverte en janvier 2018 par la plateforme, si nous envisageons de l'alimenter avec des contenus.

Cette plateforme est ouverte à tous les pays sans restriction à l'international.

**Examiner l'intérêt des ressources libres disponibles et l'attractivité de cette plateforme OEE pour toucher la cible enseignants, et la charge de travail que cela représenterait.**

### **Points suggérés à suivre en 2017-2018 pour faciliter le partage de ressources du référentiel:**

→ Poursuivre les téléchargements sur CIRCABC entre Autorités de protection des données.

Compléter avec des ressources pédagogiques pour la classe et des modules de formation continue des enseignants répondant aux besoins de mutualisation de contenus du référentiel de protection des données.

→ Constituer un petit groupe de pilotage pour définir une expression de besoins et conduire une étude élargie à d'autres portails éducatifs (aux côtés de la CNIL et de la CNPD du Luxembourg).

**Action 3** : La question du développement et de l'utilisation par l'école des plateformes de e-learning, services en ligne et applications dédiées au monde de l'éducation au regard des enjeux de la protection des données.

Objectif: Échanger sur l'état des pratiques des services éducatifs en ligne et leur encadrement effectif dans le monde scolaire

**Rappel de la problématique autour de l'enquête lancée en 2017 par l'autorité du Canada:**

Bon nombre de **services en ligne et plateformes éducatives**, facilitent l'apprentissage collaboratif et la communication, mais ce faisant, recueillent aussi une grande quantité de renseignements personnels sensibles sur les élèves, y compris des données sur les comportements, les attitudes, les productions scolaires. Les données personnelles des élèves sont-elles protégées de façon adéquate?

**Un questionnaire détaillé a été adressé le 15 juillet 2017** à toutes les autorités accréditées de la conférence internationale, à l'initiative de la CPVP du Canada, chef de file sur cette action avec le soutien de la CNIL.

Il vise à examiner « la problématique du développement et de l'utilisation massive par les personnels éducatifs et les élèves, des plateformes de e-learning, services en ligne et applications dédiées au monde de l'éducation, développées et mise à disposition en ligne, le plus souvent gratuitement par des prestataires privées, et soulevant (à l'instar d'autres secteurs) des enjeux en matière de collecte de données personnelles des élèves, mineurs, en particulier ».

**Bilan** : Se reporter au document annexe qui présentera les résultats de l'enquête et aux propositions de recommandations de l'autorité du Canada.

**Suivi de l'action 2016** : Publication d'un Guide de concours pour les Jeunes publics

Le groupe de travail publie un **Guide méthodologique pour la conduite de concours sur la protection des données auprès des jeunes**.

**A propos de ce guide :**

Ce guide se présente sous la forme d'une *check-list* qui recense les points essentiels à ne pas oublier dans le pilotage d'un concours. Dans sa deuxième partie, il pointe les questions à se poser pour chaque thématique dans la gestion d'un tel projet, qu'elles soient *d'ordre budgétaire, de communication, recherche de partenaires médias, évaluation des candidatures par le jury, remise des prix, bilans d'une année à l'autre, évaluation des risques,...*, tout en proposant des conseils pratiques.

Cette action a pu être réalisée grâce aux retours d'expériences des autorités ayant déjà organisé des concours nationaux<sup>9</sup>, et sous le pilotage des équipes de la CNIL et de l'autorité de la République Tchèque. Il sera mis en ligne en septembre 2017 par le DEWG sur le site de la conférence internationale, en français et en anglais et pourra être téléchargé comme une ressource libre.

### **Pourquoi ce guide ?**

Il a pour ambition d'aider les autorités de protection des données qui souhaitent se lancer dans l'organisation d'un concours auprès des jeunes publics. C'est un très beau challenge de promouvoir dans le cadre de concours, des scénarii créatifs et innovants réalisées par et pour les jeunes entre pairs qui visent à transmettre les bonnes pratiques pour protéger sa vie privée sur internet. [La CNIL récompense et accompagne depuis 3 ans dans le cadre des Trophées du Collectif Educnum, des jeunes de 18 à 25 ans porteurs de très beaux projets et animés d'un bel esprit d'équipe pour alerter et apporter des conseils de façon ludiques aux plus jeunes!]

**Isabelle FALQUE-PIERROTIN**

Modérateur du groupe de travail international sur l'Education au numérique

---

<sup>9</sup> Etude sur la [conduite de Concours pour les jeunes en matière de protection des données](#) – Septembre 2015